

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de sete

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-001

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC/PRIVE POUR LA RENOVATION ET LA GESTION DU RESEAU D'ECLAIRAGE PUBLIC, DE LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEURE ET D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES URBAINS DE LA VILLE DE SETE - AVENANT N°4

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Le contrat de partenariat a été conclu le 26 juillet 2013 entre la Ville et le groupement solidaire composé des sociétés CITELUM et SOGETRALEC

Par délibération du 10 février 2014, le Conseil Municipal a adopté l'avenant n°1 afin de modifier le périmètre des tranches de travaux initiaux.

L'avenant n°2 du 6 mai 2014 a modifié l'ordre des tranches de travaux.

L'avenant n°3 du 20 juin 2014 a modifié le mandataire du contrat.

Il est proposé la passation d'un avenant n°4 au contrat de partenariat public-privé, afin d'intégrer les modifications suivantes :

- Sont supprimées de la Tranche n°5 et avancées en Tranche n°4 les opérations suivantes :
 - Opération « Aménagement Déco Les Quilles » pour un montant de 242 141,30 euros HT (devis n°200).
 - Opération « Fonctionnels Grand Axes Les Quilles » pour un montant de 101 818,08 euros HT (devis n°201).
 - Opération « Bornes et appliques Les Quilles » pour un montant de 93 362,88 euros HT (devis n°202).

Soit une diminution de la Tranche n°5 et une augmentation de la Tranche n°4 de 437 322,26 euros HT.

- En contrepartie, sont supprimées de la Tranche n°4 et différés en Tranche n°5 les opérations suivantes :
 - Mise en lumière de l'Eglise Saint Joseph (façade) pour un montant de 15 436,08 euros HT (devis 7304).
 - Mise en lumière du Grand Hôtel pour un montant de 87 448,51 euros HT (devis 1304).
 - Mise en lumière du 16, quai de Lattre de Tassigny pour un montant de 53 538,00 euros HT (devis 1304).
 - Mise en lumière du 8 quai Noël Guignon pour un montant de 127 086,16 euros HT,
 - Mise en lumière de l'Eglise Saint Louis + statue pour un montant de 116 599,87 euros HT (devis 1304).

Soit une augmentation de la Tranche n°5 et une diminution de la Tranche n°4 de 400 108,62 euros HT.

- Sont également modifiés les pourcentages de travaux de renouvellement des réseaux publics. Ainsi :
 - La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°4 telle que modifiée par l'Annexe 2 de l'Avenant n°1 puis par l'Annexe 2 de l'Avenant n°2 passe de 6,5 % (Avenant n°2) à 5,9 % (Avenant n°4), soit une diminution de 37 213,64€ HT
 - La part de renouvellement sur les réseaux publics de la Tranche n°5 telle que modifiée par l'Annexe 2 de l'Avenant n°1 puis par l'Annexe 2 de l'Avenant n°2 passe de 11,6 % (Avenant n°2) à 12.1 % (Avenant n°4), soit une augmentation de 37 213,64€ HT

Les modifications susvisées n'ont pas pour conséquence d'augmenter ou de diminuer le montant des Tranches n°4 et n°5.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :


APPROUVE


l'avenant n°4 précité, relatif à la modification des tranches 4 et 5 des travaux d'investissement initiaux, et au complément du bordereau des prix unitaires

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer l'avenant n°4 ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 35 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de sete

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-002

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : GESTION DU STATIONNEMENT - RESILIATION DU CONTRAT PASSE AVEC LA SOCIETE VINCI PARK POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par une délibération du 22 décembre 1983, la Ville a confié à la SETEX la mission de gérer le stationnement payant de voirie, comme prestataire de service, et les parkings des Halles et du Canal, comme fermier.

Par délibération du 12 décembre 1991, la Commune a résilié la convention de 1983 et passé avec la même société une convention de concession des parkings et de gestion du stationnement. Les durées respectives de la concession sont de 45 ans (avec une date d'expiration prévue au 31 décembre 2035) pour les parkings, et de 30 ans pour la gestion du stationnement sur voirie (soit jusqu'au 31 décembre 2021).

Cette convention intègre à l'origine la réalisation des opérations suivantes :

- Rénover les parcs du Canal et des Halles
- Exploiter les parcs du Canal et des Halles
- Couvrir au mieux le coût du service public du stationnement (études, exploitation et amortissement financier des investissements) par les recettes engendrées par le stationnement

L'exploitant a comme activité connexe à ces opérations la charge de la gestion et du financement du plan de stationnement sur voirie.

Par la suite, les 15 juin 2000, 5 octobre 2005, 12 octobre 2006 et 13 août 2008, les deux parties ont signé 4 avenants qui ont modifié ou complété les stipulations contractuelles.

La Ville de Sète a plusieurs projets de rénovation des parkings du Canal et des Halles.

La réalisation de certains de ces projets devient urgente compte tenu de l'état de vétusté des lieux notamment au niveau du parking du Canal. Les parkings de la Ville ont également besoin d'être modernisés afin de répondre aux besoins des usagers et rendre ces équipements plus attractifs.

Compte tenu de l'absence de réactivité constatée du délégataire et des demandes de remise à niveau de l'état des parkings non suivies d'effet, la Ville de Sète a souhaité formaliser ses demandes dans le cadre d'un avenant et a fait part à Vinci Park, par courrier du 7 novembre 2011, de sa volonté de procéder à la négociation d'un avenant N°5.

Les objectifs et évolutions souhaités étaient les suivants :

- La prise en charge par le délégataire :
 - o d'un programme de renouvellement des horodateurs et la modification des modalités de rémunération de celui-ci, afin de revenir aux principes initiaux du Contrat,
 - o d'un programme d'investissement dans le parc des Halles, en parallèle des travaux de restructuration par la Ville du bâtiment des Halles,
 - o d'un programme d'investissement dans le parc du Canal, dans la continuité de celui entamé par celui-ci en 2012,
- La détermination d'un programme prévisionnel de renouvellement des équipements des parcs en ouvrage après la réalisation des programmes d'investissement susvisés,
- La mise au point d'une liste détaillée des prestations d'entretien, maintenance et nettoyage incombant au délégataire au titre des parcs en ouvrage, en complément des obligations inscrites à ce titre dans le contrat de concession,
- La modification des modalités de rémunération du délégataire au titre de la gestion globale du service délégué (parcs de stationnement en ouvrage et stationnement payant sur voirie), notamment suite à la suppression du régime de rémunération forfaitaire instauré pour la gestion déléguée de la voirie par l'avenant n° 1 précité.

Le montant des nouveaux investissements prévu à l'avenant s'élevait à 2,5 M€.

Par son avis du 6 septembre 2013, la DGFIP invalide l'avenant n°5 en renvoyant à l'avis du Conseil d'Etat du 9 avril 2005 selon lequel :

- Un avenant ne peut modifier l'objet d'une délégation
- Un avenant ne peut modifier substantiellement l'un des éléments essentiels de la délégation, tels que le volume des investissements mis à la charge du délégataire.

Ainsi, selon la DGFIP « la modification du volume des investissements demandés au délégataire et leur nature pourrait effectivement donner matière à une requalification de l'avenant en nouveau contrat ».

La ville se trouve donc dans l'incapacité d'intégrer des nouveaux investissements sans porter atteinte à l'équilibre de la convention et donc ne peut satisfaire les nouveaux besoins de la population en matière d'équipement de stationnement.

Par ailleurs, les modalités de détermination de la durée des délégations de service public sont prévues à l'article L 1411- 2 du Code Général des Collectivités Territoriales : « *Les conventions de délégation de service public doivent être limitées dans leur durée. Celle-ci est déterminée par la collectivité en fonction des prestations demandées au délégataire. Lorsque les installations sont à la charge du délégataire, la convention de délégation tient compte, pour la détermination de sa durée, de la nature et du montant de l'investissement à réaliser et ne peut dans ce cas dépasser la durée normale d'amortissement des installations mises en œuvre (...)* ».

Ces dispositions sont issues de la loi du 29 janvier 1993 dite loi Sapin, entrée en vigueur après la signature de la convention de délégation de service public avec la société SETEX au droit de laquelle est venue la société VINCI PARK.

Par un arrêt Commune d'Olivet du 8 avril 2009, le Conseil d'Etat a réaffirmé le caractère limité de la durée des délégations de service public, ainsi que la nécessaire remise en concurrence périodique de ces conventions au regard des investissements du délégataire.

Il ressort de la combinaison du C.G.C.T et de la jurisprudence que la durée de la convention doit permettre pour le gestionnaire une couverture du coût des investissements réalisés par ce dernier, ce que démontrent les analyses des cabinets Conseil dont la commune a sollicité les services. La durée très longue de la délégation passée avec VINCI PARK, tout comme les conditions d'exploitation de cette dernière font aujourd'hui apparaître un déséquilibre entre l'objectif initial du contrat et les besoins actuels de la Ville et des usagers.

Ainsi, la situation excédentaire du contrat telle que constatée depuis 2000 couplée à une forte baisse du coût de financement des actifs financés (passage du taux moyen obligataire de 10.5% en 1991 à 1.79% à fin juillet 2014) et constatant l'impossibilité de réinvestir pour moderniser l'équipement depuis l'avis défavorable de la DGFIP, la Ville se trouve donc dans une situation déséquilibrée matérialisée par un enrichissement progressif du délégataire, d'une part, et dans l'incapacité de satisfaire aux besoins des usagers, d'autre part. Cette situation positionne clairement Vinci Park comme bénéficiaire d'une rente de situation que la durée excessive ne fera qu'accentuer.

Cette circonstance permet à la Ville de prononcer la résiliation de la convention pour motif d'intérêt général, conformément à l'arrêt Commune de Fontainebleau rendu par le Conseil d'Etat le 7 mai 2013, avec effet au 31 décembre 2015, selon le préavis prévu à l'article 43 du contrat.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :

CONSTATE

la caducité du contrat et des avenants passés avec la société VINCI PARK pour la gestion des parkings et du stationnement de surface en raison de la durée excessive de cette délégation au regard de la durée normale d'amortissement des investissements attendue pour ce contrat

PRONONCE

la résiliation pour motif d'intérêt général dudit contrat et de ses avenants au 31 décembre 2015

AUTORISE

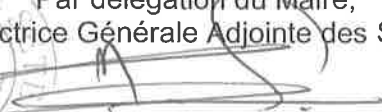
le Maire ou son représentant à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS


POUR : 35 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-003

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

EAU

Objet : SERVICE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE - TRAITE
D'EXPLOITATION PAR AFFERMAGE PASSE AVEC VEOLIA - AVENANT N° 15

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE a confié à VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux – l'exploitation par affermage de son service de distribution publique d'eau potable par traité ayant pris effet le 1^{er} février 1985 et modifié par 14 avenants.

Ce traité, dont l'échéance est fixée au 31 janvier 2016, entre le champ de l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 8 avril 2009, « Commune d'Olivet », qui a rappelé que, dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets, les délégations de service public ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans, conformément aux dispositions de la loi du 2 février 1995, dite loi Barnier, sauf examen préalable par le trésorier-payeur général, à l'initiative de l'autorité délégante, des justificatifs de dépassement de cette durée. Dès lors, les contrats conclus

antérieurement au 3 février 1995, date d'entrée en vigueur de la loi Barnier, et dont la durée résiduelle à cette date était supérieure à vingt ans, nécessitent, pour continuer de s'exécuter au-delà du 3 février 2015, de recueillir l'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques sur les éléments qui justifient que leur durée excède les limites imposées par la loi.

Suite à sa saisine par la Collectivité en date du 22 décembre 2014, le Directeur Départemental des Finances Publiques a rendu le 13 janvier 2015, un avis favorable au maintien de l'échéance du traité, économiquement justifiée. La Ville et VEOLIA EAU ont convenu d'acter la confirmation de la durée contractuelle.

Les parties ont procédé à une révision des conditions économiques aux termes de laquelle le délégataire a convenu d'un effort se traduisant par une baisse des tarifs appliquée sur deux prix relatifs à la vente d'eau aux navires présents dans le Port de Sète :

- Eau servie aux navires :
 - Jusqu'à 100 m³ par navire et par livraison :
3,85 € HT/m³ au lieu de 5,8224 € HT/m³
 - Au-delà de 100 m³ par navire et par livraison :
2,74 € HT/m³ au lieu de 4,0782 € HT/m³

Correspondant à un montant de baisse de rémunération du fermier d'environ 50 000€ HT.

Egalement les parties ont convenu que VEOLIA EAU apporterait une contribution financière sur les 4 opérations de travaux programmées par le service eau potable sur l'année 2015 :

- 1) 1^{ère} tranche de la réhabilitation de la conduite entre Issanka et l'Usine de Traitement du quai des Moulins à hauteur de 225 000 € HT
- 2) Réhabilitation de la conduite d'eau potable de la rue Longuyon à hauteur de 265 000€ HT
- 3) Dernière tranche des travaux projetés sur la sectorisation des réseaux de distribution d'eau à hauteur de 30 000€ HT
- 4) Dernière tranche de renouvellement des branchements eau potable en plomb, à hauteur de 30 000€ HT

Il est spécifié que ces fonds de concours devront s'amortir sur une année.

Par ailleurs, les dates de versements de ces fonds de concours ont été arrêtées de la façon suivante :

- Pour les deux premières opérations susmentionnées : 50 % à fin juin 2015 et le solde au 31 octobre 2015
- Pour la sectorisation, au 30 mars 2015
- Pour le renouvellement des branchements en plomb, au 30 novembre 2015

Au vu de l'avis de la Commission de délégation de service public réunie en date du 29 Janvier 2015, et des éléments de révisions des conditions économiques décrits ci-dessus, il est proposé de prolonger l'exécution de ce traité jusqu'à son échéance contractuelle, soit le 31 janvier 2016.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :

CONFIRME la poursuite des relations contractuelles jusqu'à l'échéance du contrat fixée au 31 janvier 2016

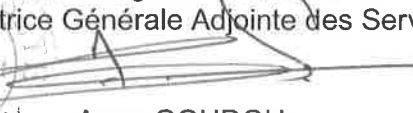
APPROUVE l'avenant n° 15 ci-annexé

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant ainsi que tout document s'y rapportant


AUTORISE Le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu pour prévoir les contributions de VEOLIA sur les travaux programmés en 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 2
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 32

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



ville de sete



CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-004

FINANCES

Objet : BUDGETS PARC AQUATECHNIQUE ET PARC AQUATECHNIQUE NORD 2015 -
DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2015

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Céline DROUET - PAILHES Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311.1 et suivants,

Conformément à la réglementation, il est proposé au Conseil municipal, la tenue du débat d'orientation budgétaire précédant l'examen du budget primitif 2015 pour les budgets annexes « Parc Aquatechnique » et « Parc Aquatechnique Nord » qui seront présentés au Conseil Municipal lors de la séance du 23 février 2015.

Ces deux Parcs d'Activités Economiques ont été déclarés d'intérêt communautaire par délibération du Conseil Communautaire de Thau agglo en date du 17 octobre 2014, et seront transférés à cet établissement avec effet à compter du 2 mars 2015.

L'exercice 2015 constituera ainsi l'année de clôture de ces deux budgets annexes et les prévisions budgétaires qui seront proposées permettront d'en finaliser les opérations.

Sur le « Parc Aquatechnique », les terrains aménagés n'ont pas été commercialisés en totalité et le stock de terrains disponibles sera acquis par Thau agglo qui en assurera la commercialisation. Cette opération fera l'objet de délibérations concordantes de la Ville de Sète et de la Communauté d'Agglomération pour fixer les modalités, notamment financières, du transfert de ces terrains.

Les terrains aménagés constituant le « Parc Aquatechnique Nord » ont été entièrement commercialisés.


Le transfert de cette zone d'activités à Thau agglo sera formalisé, en application de la réglementation, par un procès-verbal de mise à disposition des espaces publics, signé par le Maire de Sète et le Président de Thau agglo ou son représentant.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE

du débat d'orientation budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2015 concernant les budgets annexes « Parc Aquatechnique » et Parc Aquatechnique Nord ».

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-005

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

PERSONNEL

Objet : PERSONNEL - MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS - INFORMATION DU
CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBARIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Etait absent : Emile ANFOSSO

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale (loi n° 84-364 du 26/01/1984 et le décret 2008-580 du 18/06/2008 modifiés prévoient que les agents fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissements publics ou d'organismes d'intérêt général (association...)

Dans ce cadre, la ville de Sète souhaite :

- poursuivre la mise à disposition de 6 agents auprès de l'EPIC - Tourisme pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 2015, à savoir :
 - o Marie-Véronique ANFOSSO – adjoint administratif principal de 1ère classe
 - o Laetitia BENEZECH – adjoint administratif de 2ème classe
 - o Danielle DUMONTEL – adjoint administratif de 2ème classe
 - o Véronique CARAVANO – adjoint administratif de 2ème classe
 - o Isabelle PRESTA – adjoint administratif de 1ère classe
 - o Elisabeth ROBERT – rédacteur principal de 1ère classe

- renouveler également les mises à disposition d'agents auprès de certains clubs sportifs pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 2015, comme suit :
 - o SETE-NATATION :
Monsieur Yannick BONNIOU, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire
 - o ARAGO :
Monsieur Patrick DUFLOS, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire
 - o VOILE FUN SETE :
Monsieur Luc AYRAULT, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire
 - o FC SETE 34 :
Monsieur Emmanuel PRENGIEL, adjoint administratif de 2ième classe titulaire
- proposer 2 mises à disposition auprès de Thau agglo et plus particulièrement du service développement économique à compter du 1^{er} Février 2015 et pour 1 an s'agissant de :
 - Madame Aline MIRAMAND, adjoint administratif de 1ère classe sur la fonction d'assistante
 - Madame Laurence DUFLOS-ROSSI, adjoint administratif de 1ère classe sur le poste d'agent de développement en charge des ZAE (zone d'activité économique)

Les conditions de ces mises à dispositions sont précisées par convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon les projets joints. Les projets de renouvellement ont été soumis à la CAP du 7 Novembre 2014, tandis que les nouveaux dispositifs sont inscrits pour la prochaine séance.

Ces mises à dispositions donneront toutes lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférents aux emplois concernés.

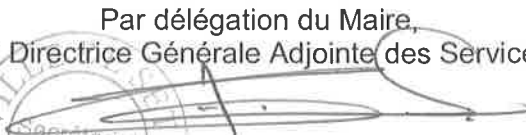
Après en avoir délibéré le Conseil municipal :

PREND ACTE de ces projets de mise à disposition et des conventions afférentes joints en annexe


AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-006

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CREATION DES CONSEILS DE QUARTIER - FIXATION DES PERIMETRES

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Les conseils de quartier ont été créés par la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, dite loi Vaillant, relative à la démocratie de proximité dont les dispositions sont codifiées à l'article L.2143-1 du code général des collectivités territoriales.

Si cette loi pose l'obligation pour les communes dont la population est au moins égale à 80 000 habitants de créer un ou plusieurs conseils de quartier, dont le rôle est de développer la participation citoyenne, pour les villes au moins égales à 20 000 habitants, le choix est optionnel.

Il convient de rappeler le rôle des conseils de quartier : ce sont des lieux d'information, de débats et de réflexions sur la vie de quartier et sur les projets d'aménagement et d'amélioration. Relais entre les services de la mairie et la population du quartier, sans en être un représentant, ni de l'un, ni de l'autre, les conseils de quartier peuvent être force de proposition.

N'exerçant aucun pouvoir de décision, le conseil de quartier reste consultatif.

Bien que nullement contrainte par la loi, la ville de Sète a décidé de créer ces conseils de quartier afin de donner la parole aux habitants, d'inciter à une citoyenneté active et de favoriser ainsi une démocratie participative venant en complément de la démocratie représentative.

Les conseils de quartier viseront les objectifs suivants :

- Réunir des citoyens volontaires qui souhaitent agir pour leur quartier
- Impulser une dynamique participative dans la vie locale
- Favoriser l'émergence de projets pour mieux vivre dans son quartier

Il est donc proposé de procéder à l'installation de ces conseils de quartier et à la fixation de leur nombre et de leur périmètre.

Une charte des conseils de quartier a également été élaborée afin de réglementer leur fonctionnement.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :

APPROUVE la création des conseils de quartier

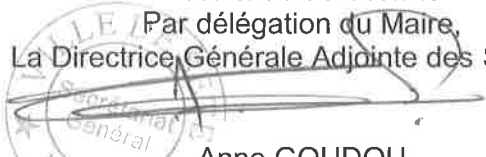
FIXE les périmètres des conseils de quartiers tels que reportés sur le plan annexé à la présente délibération


APPROUVE la charte de fonctionnement des conseils de quartier annexée à la présente délibération

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-007

CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 30 JANVIER 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CREATION DES CONSEILS CITOYENS

L'an deux mille quinze et le 30 janvier, à 12h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jeanine LEGER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Marie DE LA FOREST, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jean-Claude GROS donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Patrick ANDRE donne pouvoir à Michel BODART, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Vincent SABATIER donne pouvoir à Emile SUBITANI, Jean-Luc BOU donne pouvoir à Jeanine LEGER, Marie-Christine AUBERT donne pouvoir à Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vous venez de délibérer sur le principe de création des Conseils de Quartier que la ville a souhaité mettre en place. Dans cette continuité de « démocratie participative », je vous invite à examiner la proposition de création des Conseils Citoyens.

Dans le cadre de la réforme de la Politique de la Ville, un élément nouveau a été retenu, « donner la parole aux habitants ». La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine n° 2014-173 du 21/02/2014 en a acté la déclinaison en décidant la création de conseils citoyens dans chaque quartier désigné comme prioritaire. Ces conseils citoyens participeront à toutes les étapes d'élaboration des futurs Contrats de Ville, accord-cadre qui seront signés par les institutions que

sont l'Etat, les Conseils Généraux, les Conseils Régionaux, les CAF et les agglomérations et qui définissent des orientations et des programmations d'actions en faveur des habitants des quartiers prioritaires, en complément des politiques publiques déjà menées.

Les Conseils Citoyens doivent suivre les principes généraux inscrits dans la loi à savoir :

LIBERTE : la parole y sera libre et il sera possible d'y émettre des propositions

EGALITE : la parole de chacun y sera également considérée et prise en compte

FRATERNITE : la mobilisation au service de l'ensemble des habitants sera collective et solidaire et favorisera le dialogue intergénérationnel et interculturel

LAÏCITE : habitants, associations et acteurs du quartier devront débattre sans actes prosélytes.

NEUTRALITE : l'indépendance vis-à-vis de partis politiques, de syndicats d'associations culturelles ou tout autre groupe devra être manifeste.

Et les principes suivants sont suggérés :

SOUPLESSE : dans la mise en œuvre du processus de co-construction, il faudra prendre en compte le contexte local

INDEPENDANCE : des ressources nécessaires permettront le fonctionnement des conseils citoyens

PLURALITE : la composition du conseil citoyen garantira la représentation de la population des habitants du quartier et s'appuiera sur le principe de non-discrimination

PARITE : le conseil citoyen sera composé de représentants d'associations et d'acteurs locaux et d'habitants tirés au sort en respectant la parité hommes /femmes

PROXIMITE : le conseil citoyen valorisera l'expertise d'usage des habitants des quartiers, celles des associations et acteurs y menant des actions

CITOYENNETE : le conseil citoyen poussera les habitants à devenir des citoyens actifs de leur quartier : ce sera l'expertise d'usage à prendre en compte par les acteurs institutionnels

CO-CONSTRUCTION : le conseil citoyen conduit à considérer les habitants et les acteurs comme partenaires à part entière qui seront associés à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des contrats. Ce sera une participation systématique à l'ensemble des instances de pilotage des contrats, conjointement avec l'Etat, les collectivités territoriales et les associations.

Chaque conseil citoyen doit être composé de **2 catégories de membres** :

- **des habitants du quartier concerné,**
- **des représentants d'associations et acteurs locaux.**

→ Le **collège « habitants »** doit constituer a minima 50% des membres du conseil citoyen, et doit, par sa composition, garantir la parité entre les femmes et les hommes.

Afin de garantir la représentation de l'ensemble de la population au sein de ce collège, la méthode du tirage au sort a été prévue par la loi, à partir d'une ou plusieurs sources existantes et mobilisables, l'utilisation des listes électorales ne devant pas être la seule méthode utilisée, afin de garantir la représentation des habitants non-inscrits et des résidents non communautaires.

Le tirage au sort devra permettre, en outre, de retenir un nombre important d'habitants intégrant une liste complémentaire en cas de défection.

→ Le **collège « associations et acteurs locaux »** permet de garantir la représentation :

- d'associations et de collectifs directement implantés dans le quartier prioritaire concerné,
- d'acteurs de terrain, exerçant une activité professionnelle ou non lucrative au sein du quartier.

Les membres de ce collège sont identifiés à l'issue d'un appel à candidatures largement diffusé. Si le nombre de volontaires excède la part réservée à ce collège dans le Conseil Citoyen, un tirage au sort pourra également intervenir.

Sur le territoire de la commune de Sète, deux quartiers prioritaires ont été définis par l'Etat : **celui de « l'Île de Thau » et celui du « Centre-ville/ Île sud ».**

Il y aura donc 2 conseils citoyens de 8 membres chacun répartis dans les 2 catégories citées ci-dessus.

La première étape de mise en place de ces conseils citoyens a consisté à déterminer leur composition. Conformément aux préconisations légales, un appel à candidature a été lancé dans l'édition du sete.fr de novembre/décembre 2014, afin de toucher le plus largement possible l'ensemble des citoyens ou acteurs des quartiers et faire appel au volontariat.

Parallèlement, un tirage au sort, à partir de listes électorales ainsi que des locataires des logements sociaux, a été organisé afin de pouvoir garantir la représentation de toutes les composantes de la population ; pour ce tirage au sort réalisé le 26 janvier 2015, la Ville s'est assurée le concours d'un huissier.

Chaque conseil citoyen sera donc composé de la façon suivante :

- 4 habitants à parité hommes et femmes
- 4 représentants d'associations ou d'acteurs locaux à parité hommes et femmes.

Les listes seront transmises au préfet, lequel -après consultation du Maire de la commune ainsi que du président de l'EPCI- en fixera par arrêté la composition.

La composition de cette instance une fois arrêtée, son fonctionnement, s'inscrivant dans un processus de co-construction, sera défini et élaboré avec les habitants et les autres partenaires du contrat de ville qui doit être signé en juin 2015.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal :

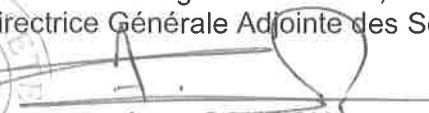
APPROUVE la création et la composition des 2 conseils citoyens

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document afférent


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.